Nations Unies E/ECA/STATCOM/10/2026/15*

Conseil économique et social

Distr. générale
3 août 2026

Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Afrique
Commission africaine de statistique
Dixième session
Addis-Abeba (hybride), 21-23 octobre 2026

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*
Programme de statistique de la Commission économique pour l'Afrique : Questions statutaires

Aperçu de la participation des pays africains aux chaînes de valeur mondiales et régionales : enseignements de politique générale tirés du tableau d'entrées-sorties continental africain

I. Introduction : pourquoi l'analyse des chaînes de valeur est importante pour l'Afrique

1. Les statistiques du commerce brut indiquent la valeur des biens et services faisant l'objet d'un commerce transfrontière, mais ne précisent pas où cette valeur est créée ou utilisée. Elles ne font pas apparaître quels intrants nationaux ajoute de la valeur aux exportations, quels intrants importés sous-tendent la production nationale, de quelle façon les intrants nationaux ajoutent de la valeur aux exportations d'autres pays, ni si la valeur ajoutée produite dans un pays africain est absorbée dans un autre pays africain. Ce sont là des considérations importantes dont les pouvoirs publics doivent tenir compte lorsqu'il s'agit de décider s'il convient de renforcer les capacités de production, de lever les contraintes pesant sur l'offre ou de se préparer à faire face aux perturbations qui se répercutent à travers les réseaux de production.

2. L'analyse des chaînes de valeur part d'un constat simple : le pays qui exporte un produit n'est pas nécessairement celui dans lequel la valeur ajoutée de ce produit est générée ; de même, le pays qui importe un produit n'est pas nécessairement celui dans lequel la valeur ajoutée est absorbée. La production d'un bien ou d'un service peut faire appel tant à la main-d'œuvre nationale qu'à des machines importées, des biens intermédiaires ou des services de transport et de distribution provenant de l'étranger, et le produit final peut ensuite être utilisé par des entreprises, des pouvoirs publics, des investisseurs ou des ménages se trouvant sur un autre marché. Les statistiques brutes sur les échanges commerciaux ne permettent pas à elles seules de mettre en évidence la valeur ajoutée à chaque étape de la production, ni l'utilisation finale de la valeur incorporée dans la transaction.

3. Cette distinction revêt une importance particulière pour l'Afrique. Les autorités s'efforcent de renforcer la diversification, l'intégration régionale et la résilience des systèmes de production, tout en cherchant à réduire leur vulnérabilité aux chocs pouvant se répercuter sur des produits tels que les denrées alimentaires, les carburants, les engrais et les machines, ainsi que sur

* Nouveau tirage pour raisons techniques (22 septembre 2026).
* E/ECA/STATCOM/10/2026/1.

certains secteurs. Un pays pourrait n'avoir que de modestes importations directes en provenance d'une autre économie, mais tout de même subir les répercussions d'un choc se produisant dans ce dernier, s'il importe des intrants provenant de cette économie par l'intermédiaire de pays tiers. De même, un pays peut réaliser un important volume d'exportations tout en ne captant qu'une part limitée de leur valeur si sa production dépend fortement d'intrants importés. Les statistiques traditionnelles doivent donc être complétées par des données relatives à la création de valeur, aux relations de production et à la demande finale.

4. Le tableau d'entrées-sorties continental africain complète ces informations en établissant des liens entre les secteurs d'activité, les économies, les usages intermédiaires et la demande finale. Il apporte des éléments permettant de répondre à plusieurs questions stratégiques, notamment : quelle part de la valeur nationale est conservée dans les exportations, et quelle part des intrants étrangers entre dans la valeur nationale ; quelle part de la valeur nationale entre dans la production et les exportations d'un autre pays ; quelle part de la valeur créée en Afrique parvient aux marchés africains ; et quelle part de la valeur ajoutée étrangère est absorbée par la demande intérieure.

II. Intérêt du tableau d'entrées-sorties continental africain

5. Le tableau d'entrées-sorties continental africain apporte un éclairage sur la valeur ajoutée et la demande finale, qui vient compléter les données commerciales traditionnelles. Plutôt que de considérer une exportation comme une simple expédition d'une frontière à une autre, il met en évidence la part de la valeur nationale et étrangère incluse dans le bien ou le service exporté, ainsi que les voies par lesquelles cette valeur parvient à d'autres économies. Plutôt que de considérer une importation uniquement comme un achat provenant directement d'un pays donné, il permet de retracer l'origine de la valeur ajoutée étrangère qui parvient à la demande intérieure par le biais de chaînes d'approvisionnement indirectes. Cet éclairage aide les décideurs à recentrer leur attention, non plus sur les questions relatives aux volumes d'échanges, mais sur celles concernant la rétention de la valeur, la dépendance vis-à-vis des fournisseurs, les liens entre les différents marchés et les risques de propagation des chocs.

Tableau 1
Principaux indicateurs utilisés dans l'analyse

Indicateur	*Information apportée*
Part de la valeur ajoutée nationale dans les exportations	La valeur des exportations d'un pays, qui prend en compte la valeur créée au sein de celui-ci, y compris la contribution de la main-d'œuvre, des entreprises et des services nationaux.
Part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations	La valeur ajoutée étrangère incorporée dans les exportations d'un pays. Cet indicateur prend en compte les matières premières, les équipements ou les services importés utilisés dans la production destinée à l'exportation.
Valeur ajoutée nationale incorporée dans les exportations d'autres pays	La valeur créée dans l'économie d'origine qui entre dans la production à l'étranger et qui est ensuite incorporée dans les exportations d'une autre économie. Cet indicateur mesure la participation en aval aux réseaux de production.
Valeur ajoutée nationale absorbée par d'autres économies africaines	La valeur créée dans une économie africaine et, en fin de compte, absorbée par les ménages, les entreprises, les pouvoirs publics ou les investisseurs d'une autre économie africaine. Cet indicateur met en évidence les interconnexions économiques régionales.
Valeur ajoutée étrangère incorporée dans la demande intérieure	Valeur créée à l'étranger qui est absorbée par les ménages, les entreprises, les pouvoirs publics et les investisseurs nationaux par le biais d'importations directes et de chaînes d'approvisionnement indirectes.

Indicateur	*Information apportée*
Produits intermédiaires importés entrant dans la composition des exportations	Biens et services importés utilisés directement ou indirectement dans la production nationale et intégrés par la suite dans les exportations. Les produits intermédiaires importés se distinguent des réexportations en ce que les intrants transitent par la production nationale.

Source : Compilation de l'auteur.

6. Le tableau 1 montre la distinction entre contribution nationale, utilisation d'intrants importés, offre en amont, absorption régionale et exposition indirecte aux risques. Ces indicateurs ne visent pas à établir un classement des performances, mais à faire ressortir quels sont les domaines dans lesquels le développement, la logistique, l'accès à des intrants compétitifs ou l'intégration au marché d'un pays fournisseur pourraient mériter une attention particulière.

7. La détermination de la part de valeur étrangère intégrée dans la demande intérieure est particulièrement utile pour l'analyse de l'exposition aux risques. Elle peut révéler que les ménages, les entreprises ou les acteurs de l'investissement dépendent de la production étrangère, même lorsque les données sur les importations directes mentionnent d'autres fournisseurs immédiats. C'est intéressant pour l'analyse des politiques, dans la mesure où cela permet de mettre en évidence la concentration des dépendances, d'évaluer les possibilités de diversification et de distinguer les intrants essentiels de ceux pour lesquels il pourrait exister des alternatives régionales ou nationales viables.

8. Le tableau d'entrées-sorties continental africain permet d'analyser les relations entre secteurs et entre partenaires dans un même cadre. L'analyse des politiques rend possible la mise en place d'une stratégie nationale d'exportation visant à relier entre eux les secteurs générateurs de valeur, les partenaires qui en bénéficient, les intrants dont dépendent ces secteurs et les marchés où se trouve la demande finale.

9. Prenons l'exemple d'une entreprise kenyane de transformation alimentaire qui exporte des produits alimentaires conditionnés vers l'Ouganda. Le produit destiné à l'exportation peut résulter d'une combinaison de la production agricole et manufacturière kényane, d'engrais ou de machines importés, ainsi que de services nationaux de transport, de financement et de distribution. Si les ménages ougandais achètent ce produit, le tableau d'entrées-sorties continental africain permet de mettre en évidence la valeur créée au Kenya, la valeur étrangère incorporée dans les intrants importés, les secteurs qui fournissent des services tout au long de la chaîne logistique, et la demande finale en Ouganda. Ces données pourraient servir à étayer différentes interventions telles que le soutien à un fournisseur local, la protection de l'accès à un intrant importé essentiel, l'amélioration d'un service logistique ou la suppression d'une contrainte liée au passage de la frontière que le marché régional subit.

III. Données et méthodologie

10. Le tableau d'entrées-sorties continental africain présente des valeurs exprimées en dollars des États-Unis courants, l'année de référence étant 2020. Les valeurs utilisées dans le présent document concernent 28 économies africaines et 45 secteurs d'activité, ainsi que les liens avec des partenaires non africains et un agrégat représentant le reste du monde. Les résultats mettent en évidence la distinction entre les importations intermédiaires et la demande finale, notamment celle des ménages, des administrations publiques et des acteurs de l'investissement. Elles doivent être interprétées dans le contexte de

l'année de référence, à savoir 2020, et non comme une indication de situations ultérieures ou des effets de politiques[1].

11. Le tableau d'entrées-sorties continental africain combine les tableaux nationaux des ressources et des emplois, les comptes nationaux et les statistiques commerciales. Les tableaux internationaux des entrées-sorties de l'Organisation de coopération et de développement économiques fournissent la structure de référence pour les partenaires non africains et le système mondial dans son ensemble[2].

12. Les tableaux de source nationale sont mis en correspondance avec les classifications communes des produits et des secteurs d'activité et, le cas échéant, mis à jour jusqu'à 2020. Les données relatives aux ressources et aux emplois sont harmonisées, converties en prix de base, ventilées selon que la consommation est nationale ou importée, puis présentées sous forme de tableaux par secteur d'activité. Les échanges commerciaux avec les partenaires sont ensuite ventilés. Les blocs de pays africains sont intégrés dans le cadre mondial et le compte « reste du monde » est harmonisé. Le système ainsi mis en place permet de suivre la valeur tout au long des étapes de la production, des échanges commerciaux et de la demande finale.

13. Il s'agit d'une analyse à la fois descriptive et comparative. Elle permet de mesurer la valeur nationale et étrangère des exportations, les intrants importés utilisés dans la production, la valeur nationale intégrée dans les exportations d'autres économie, ainsi que la valeur absorbée sur les marchés nationaux, africains et étrangers. Les résultats peuvent être regroupés par économie, secteur d'activité, groupe de partenaires ou destination. Ils font apparaître des schémas qui pourraient justifier une attention particulière de la part des décideurs. Ils ne démontrent cependant pas que tel ou tel résultat découle d'une décision politique quelconque.

14. Si ces résultats constituent une base factuelle solide, ils dépendent toutefois de la disponibilité et de la qualité des tableaux nationaux des ressources et des emplois, des données commerciales et des comptes nationaux, ainsi que de l'harmonisation de ces données entre les pays. La couverture n'est pas encore étendue à l'ensemble du continent ; les années de référence peuvent varier jusqu'à ce que cette harmonisation soit effective ; de plus, l'année cible 2020 rend compte de conditions mondiales exceptionnelles.

IV. Principaux schémas et résultats

A. Résultats globaux de la participation des pays africains aux chaînes de valeur

15. Les résultats globaux pour les 28 économies africaines étudiées font ressortir deux grandes caractéristiques : d'une part, les exportations représentent une part importante de la valeur créée dans le pays exportateur ; d'autre part, la production et la demande restent étroitement liées à des partenaires extérieurs à l'Afrique.

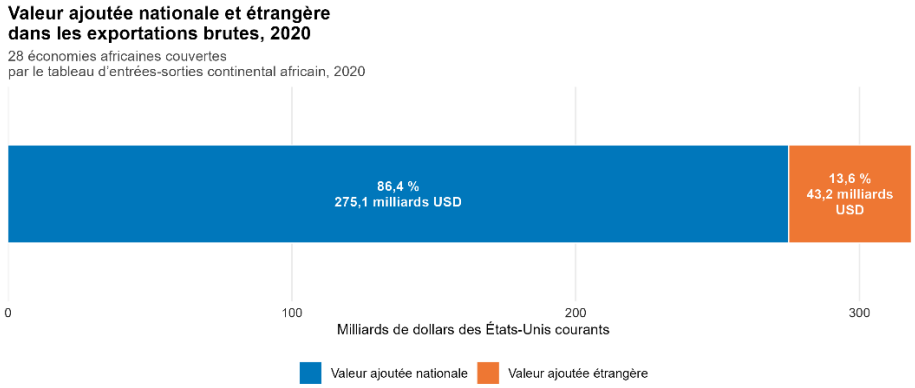
16. En 2020, les exportations brutes des 28 économies se sont élevées à 318,3 milliards de dollars. La part nationale s'élevait à 275,1 milliards de dollars, soit 86,4 %, et la part étrangère à 43,2 milliards de dollars, soit 13,6 % de ce total (voir figure I). La part nationale englobe les exportations de produits

[1] La CEA prévoit d'étendre la couverture du tableau à d'autres années, y compris les plus récentes, en fonction des données disponibles.

[2] Organisation de coopération et de développement économiques, tableaux internationaux des entrées-sorties, édition 2023. Disponible à l'adresse suivante : https://www.oecd.org/fr/data/datasets/inter-country-input-output-tables.html.

primaires, qui font appel à relativement peu d'intrants importés, ainsi que l'industrie manufacturière et les services, qui utilisent des intrants internationaux.

Figure I
Part des produits nationaux et étrangers dans les exportations brutes, 2020



Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020.

17. La manière dont les exportations sont utilisées à l'étranger offre un point de vue complémentaire. Environ 73,3 % des exportations brutes ont été fournies à des industries étrangères, tandis que 26,7 % sont allées directement à la demande finale étrangère. Cet indicateur diffère de la mesure des liens en aval présentée à la section C, qui apprécie la valeur ajoutée nationale dans les exportations d'autres pays. Il indique la part des exportations utilisées dans la production à l'étranger, mais sans préciser quelles activités génèrent les rendements les plus élevés.

18. La répartition géographique de la demande finale reste majoritairement extra-africaine. De la valeur nationale qui a servi à satisfaire la demande finale étrangère en 2020, 8,4 % ont été absorbés par une autre économie africaine, et 91,6 % l'ont été hors du continent. Étant donné que le tableau d'entrées-sorties continental africain ne couvre pas encore l'ensemble des économies africaines, ces chiffres ne doivent pas être interprétés comme une mesure exhaustive de l'absorption intra-africaine. Ils indiquent néanmoins qu'il existe un fort potentiel de tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine pour promouvoir des investissements productifs et la demande au niveau régional, parallèlement à la mise en œuvre de son programme de facilitation des échanges.

19. Le tableau d'entrées-sorties continental africain peut également servir à approfondir l'analyse de la dépendance en matière d'importations. Les importations de biens et de services finaux destinés à la consommation ou à l'investissement s'élevaient à environ 208,9 milliards de dollars en 2020. La valeur ajoutée étrangère incorporée dans la demande finale intérieure était plus élevée, s'élevant à 341,3 milliards de dollars, soit 1,63 fois le montant des importations de biens et services finaux. Cette mesure globale dépassait les importations de biens et services finaux dans chacune des 28 économies. Ce résultat montre que les statistiques relatives aux biens et services finaux importés pour la consommation directe ne constituent pas l'intégralité de la valeur ajoutée étrangère qui alimente la demande finale intérieure, étant donné que ces importations peuvent transiter par des pays tiers où cette valeur ajoutée étrangère est créée.

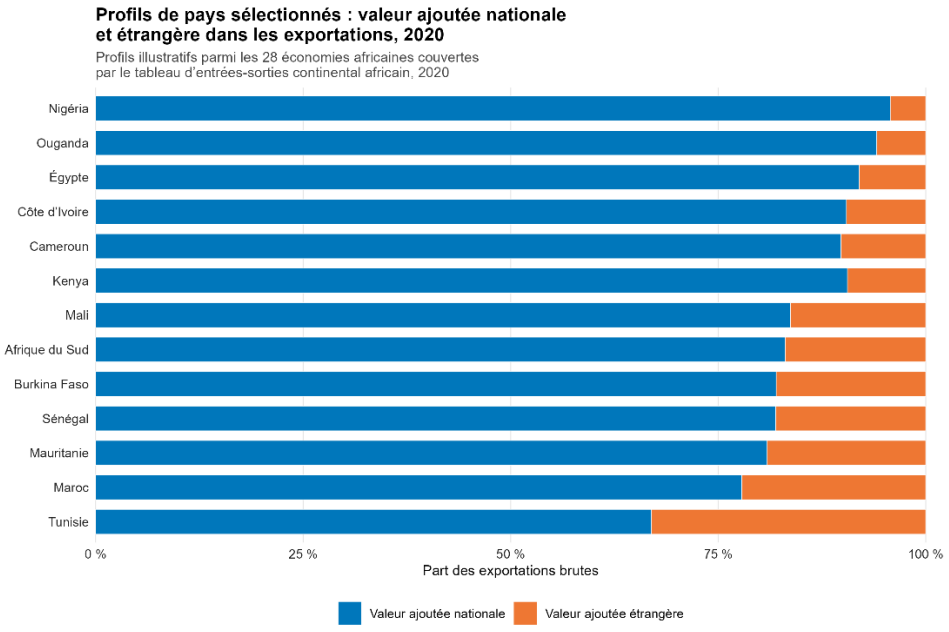
B. Différences d'un pays à l'autre

20. Les résultats regroupés masquent les différences substantielles qui existent d'une économie à l'autre. La valeur ajoutée nationale représentait environ 95,7 % des exportations brutes du Nigéria, 94,1 % de celles de l'Ouganda, 92 % de celles l'Égypte, 90,4 % de celles de la Côte d'Ivoire et 89,8 % de celles du Cameroun. Ces profils mettent en évidence des variations plutôt qu'un modèle unique de participation africain.

21. La Tunisie et le Maroc présentent un profil différent. La valeur ajoutée étrangère représentait environ 33 % des exportations brutes de la Tunisie et 22,1 % de celles du Maroc, ce qui correspond à des parts nationales de 67,0 % et 77,9 %, respectivement. Ces résultats pourraient s'expliquer par la participation à des réseaux transfrontières de fabrication et d'assemblage, mais les parts globales ne permettent pas à elles seules de déterminer les secteurs ou les fonctions concernés.

22. La figure II présente une sélection d'économies en vue d'illustrer leurs différences entre part nationale et part étrangère dans les exportations. Cette sélection est à prendre comme une description et non comme un classement ou une classification officielle des pays.

Figure II
Profils de pays sélectionnés illustrant la part de la valeur nationale et de la valeur étrangère dans les exportations, 2020



Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020.

23. Aucune de ces deux parts ne doit être considérée isolément. Lorsque la valeur nationale représente une part importante, cela peut être le fruit soit de solides capacités locales, soit d'un niveau de transformation limité, tandis qu'une part de valeur nationale plus faible peut découler tout autant d'un usage compétitif d'intrants étrangers spécialisés que d'un processus d'assemblage présentant peu de liens avec l'économie locale.

24. Les responsables chargés d'élaborer les stratégies nationales devraient prendre en compte la part de la valeur nationale ou étrangère dans les exportations, ainsi que les secteurs générateurs de valeur, les intrants nationaux utilisés dans la production à l'étranger et la localisation de la demande finale. Des liens vers l'aval importants, associés à une transformation limitée, peuvent

justifier la mise en place de mesures visant à renforcer les activités liées aux fournisseurs et celles en aval. Un recours accru aux importations d'intrants pourrait nécessiter la mise en place d'un accès fiable et la recherche d'une diversification, parallèlement au renforcement des capacités concernant certains composants et services.

C. Liens en amont et en aval de la chaîne de valeur

25. Les liens en amont et en aval renvoient à différentes étapes d'une même chaîne de valeur. L'indicateur relatif aux importations directes utilisé dans la présente analyse correspond à la part des importations brutes totales constituée d'intrants intermédiaires utilisés dans la production nationale, peu importe que la production qui en résulte soit vendue sur le marché intérieur ou exportée.

26. Ces indicateurs complémentaires illustrent différentes relations. La participation en amont aux chaînes de valeur mondiales est mesurée par la valeur étrangère incorporée dans les exportations brutes. La participation en aval aux chaînes de valeur mondiales consiste à exporter des biens ou des composants nationaux qui sont utilisés par un autre pays pour fabriquer des produits finaux. Elle peut représenter tant la valeur ajoutée nationale présente dans les exportations d'un autre pays (rôle au sein de la chaîne de production) que la valeur nationale absorbée par la demande finale étrangère (rôle de marché).

Tableau 2
Indicateurs relatifs à l'importation, à l'exportation, à la production et aux liens avec le marché, 2020

Indicateur	*25e percentile*	*Médiane*	*75e percentile*	*Portée*
Importations intermédiaires, en pourcentage des importations brutes	39,5	46,5	50,0	11,8-73,1
Valeur ajoutée étrangère, en pourcentage des exportations brutes	7,7	10,0	18,0	0,8-33,0
Valeur ajoutée nationale incorporée dans les exportations d'autres économies, en pourcentage des exportations brutes	17,5	22,7	26,0	12,1-52,3
Valeur ajoutée nationale absorbée dans la demande finale étrangère, en tant que part de la valeur ajoutée intérieure	10,5	17,0	26,4	3,3-54,7

Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020.

Note : Toutes les valeurs sont exprimées en pourcentage. Tous les indicateurs couvrent les 28 économies.

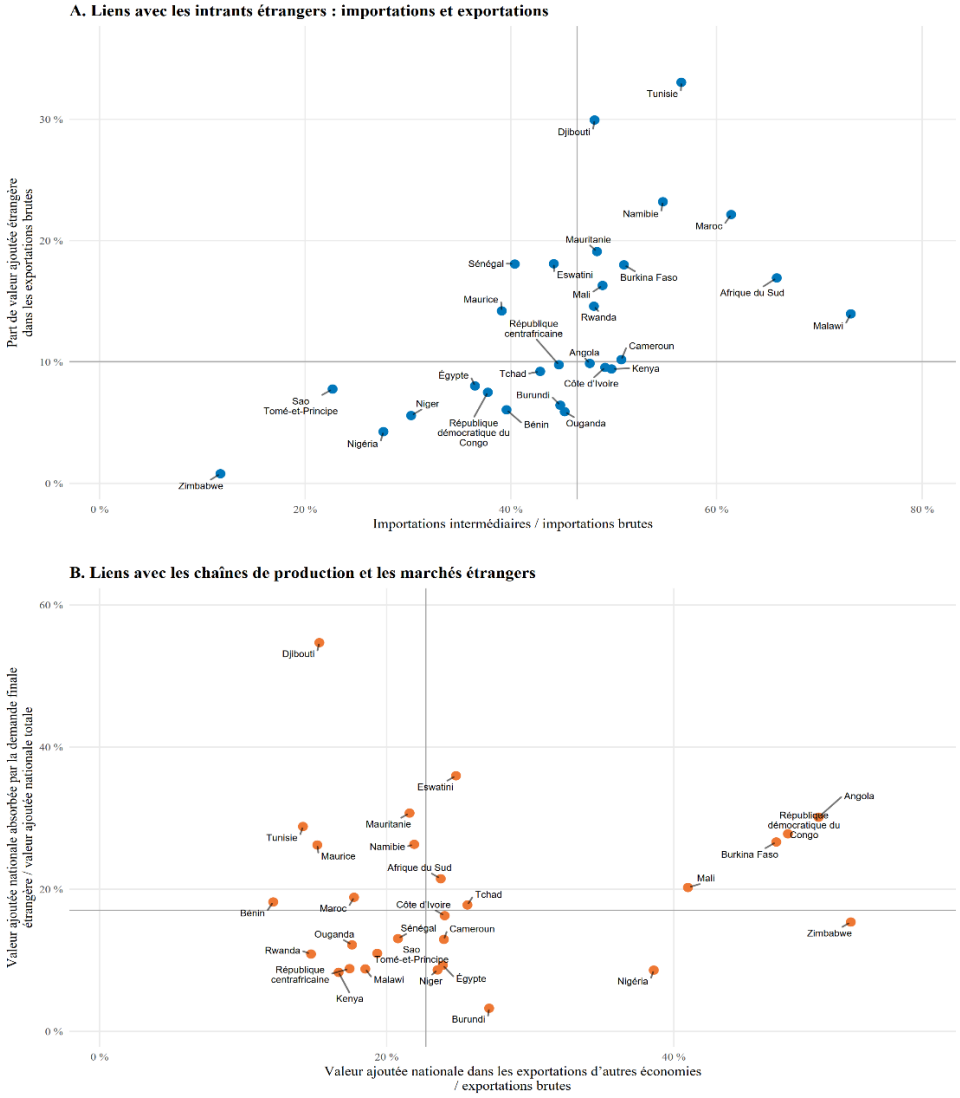
27. Dans les 28 économies africaines couvertes par l'étude, la part médiane des importations brutes utilisées comme intrants intermédiaires est de 46,5 %, avec une fourchette de 11,8 à 73,1 %, ce qui indique une dépendance modérée à l'égard des intrants importés pour la production destinée à l'exportation. La part médiane de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes est de 10 %, avec une fourchette comprise entre 0,8 % et 33 %. La valeur ajoutée nationale médiane incorporée dans les exportations des autres pays représente 22,7 % des exportations brutes de l'économie d'origine, ce qui témoigne d'une participation aux chaînes de production internationales en aval. À titre de comparaison, la part médiane de la valeur ajoutée nationale absorbée par la demande finale étrangère s'élève à 17 % de la valeur ajoutée nationale, avec une fourchette comprise entre 3,3 % et 54,7 %. De ceci, il ressort que la participation aux chaînes de production internationales et la dépendance vis-à-vis des marchés finaux étrangers peuvent varier considérablement. La

répartition de ces quatre indicateurs entre les différentes économies est résumée au tableau 2. Les fourchettes sont assez larges, en raison des variations importantes observées dans le degré d'intégration des pays dans la production transfrontière comme dans leur dépendance vis-à-vis des marchés finaux étrangers.

28. Les deux perspectives évoquées ci-dessus sont illustrées dans la figure III. L'utilisation directe des intrants importés et la valeur ajoutée étrangère incorporée dans les exportations sont liées, sans pour autant être interchangeables. La valeur ajoutée nationale incorporée dans les exportations d'autres économies et la valeur ajoutée nationale absorbée par la demande finale étrangère constituent également deux éléments distincts. Les analystes devraient définir les liens pertinents avant d'envisager la moindre mesure en faveur du renforcement des fournisseurs, de la diversification, de la facilitation des échanges ou du développement des marchés.

Figure III

Perspectives complémentaires sur les liens au sein des chaînes de valeur dans les économies africaines, 2020



Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020.

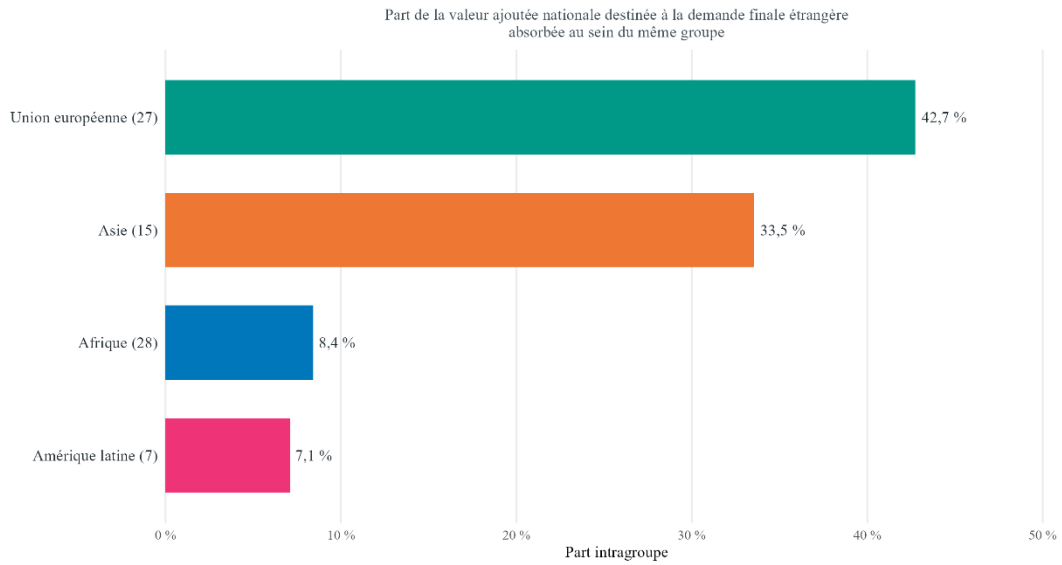
Note : Les lignes représentent les médianes ; les quatre indicateurs couvrent les 28 économies.

D. Liens régionaux et mondiaux

29. D'un point de vue régional, il est important de comprendre où la valeur nationale est, en définitive, absorbée, et pas seulement à quel moment un produit franchit la frontière pour la première fois. Dans les 28 économies africaines étudiées, seuls 8,4 % de la valeur ajoutée nationale incorporée dans la demande finale étrangère sont absorbés par une autre économie africaine. Les parts correspondantes au sein de chaque groupe s'élèvent à 33,5 % pour les 15 économies asiatiques considérées, à 42,7 % pour les 27 États membres de l'Union européenne et à 7,1 % pour les 7 économies latino-américaines considérées.

30. Cette comparaison est descriptive, pondérée en fonction de la valeur, et tient compte de la couverture, de l'appartenance à un groupe et de la taille de l'économie. Cela n'explique pas pourquoi la part de l'Afrique est inférieure à celles des économies asiatiques sélectionnées ni des 27 États membres de l'Union européenne, même si, parmi les facteurs susceptibles de l'expliquer, figurent la logistique, les normes interopérables, la prévisibilité des procédures douanières et les capacités de production interconnectées. Cette comparaison est résumée dans la figure IV.

Figure IV
Absorption intra-groupe de la valeur ajoutée nationale dans la demande finale étrangère, 2020

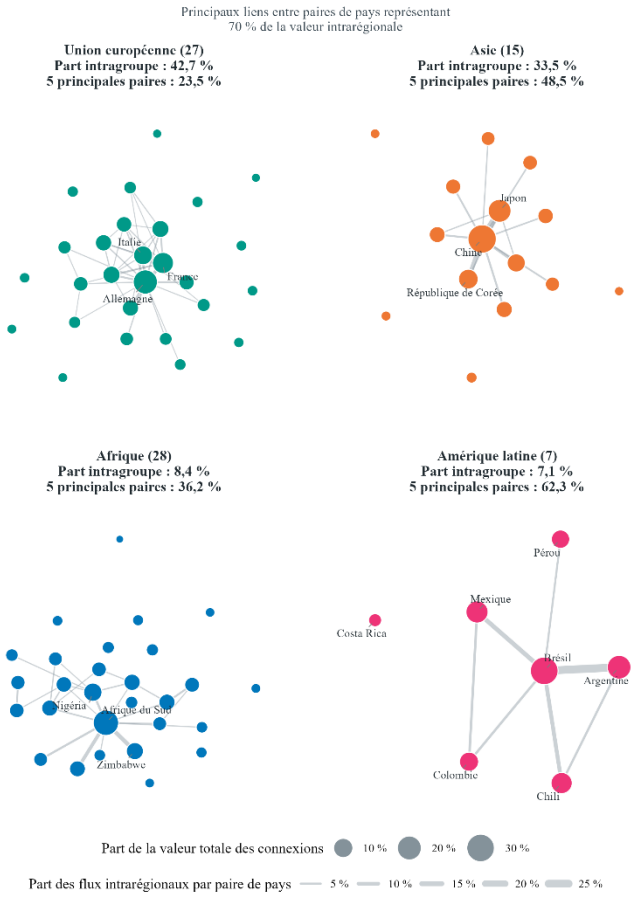


Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020, et les tableaux internationaux des entrées-sorties, édition 2023.

Note : Les groupes sont constitués de 28 économies africaines, 15 économies asiatiques sélectionnées, les 27 États membres de l'Union européenne et 7 économies latino-américaines. Les résultats ont été pondérés en fonction de la valeur, et tiennent compte de la composition du groupe et de la taille de l'économie.

31. La répartition de la valeur entre partenaires est illustrée dans la figure V. Les cinq principaux couples de pays représentent 23,5 % des flux de valeur intra-groupes parmi les 27 États membres de l'Union européenne, 48,5 % en Asie, 36,2 % en Afrique et 62,3 % en Amérique latine. La part de la valeur correspondant aux flux dans les deux sens s'élève respectivement à 84 %, 81,5 %, 48,3 % et 77 %. Ces mesures, qui dépendent de la couverture, rendent compte de la structure des réseaux, et non des performances régionales.

Figure V
Réseaux de la demande finale intra-groupe dans quatre groupes régionaux, 2020



Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020, et les tableaux internationaux des entrées-sorties, édition 2023.

Note : Les liens représentent les échanges dans les deux sens de chaque couple de pays, et mettent en évidence les principaux couples qui représentent 70 % des flux de valeur au sein du groupe régional. La taille des pastilles indique la part d'une économie dans la valeur totale représentée au sein du réseau ; la largeur des lignes représente la part du couple de pays dans les flux de valeur totaux au sein du groupe régional. Les trois plus grandes pastilles sont identifiées par le nom complet de leur pays, sauf en Amérique latine, où les sept pays sont nommés. La composition est la même que celle illustrée à la figure IV ; l'agrégat « reste du monde » n'est pas pris en compte.

E. Structure des liens relatifs à la demande finale intra-africaine

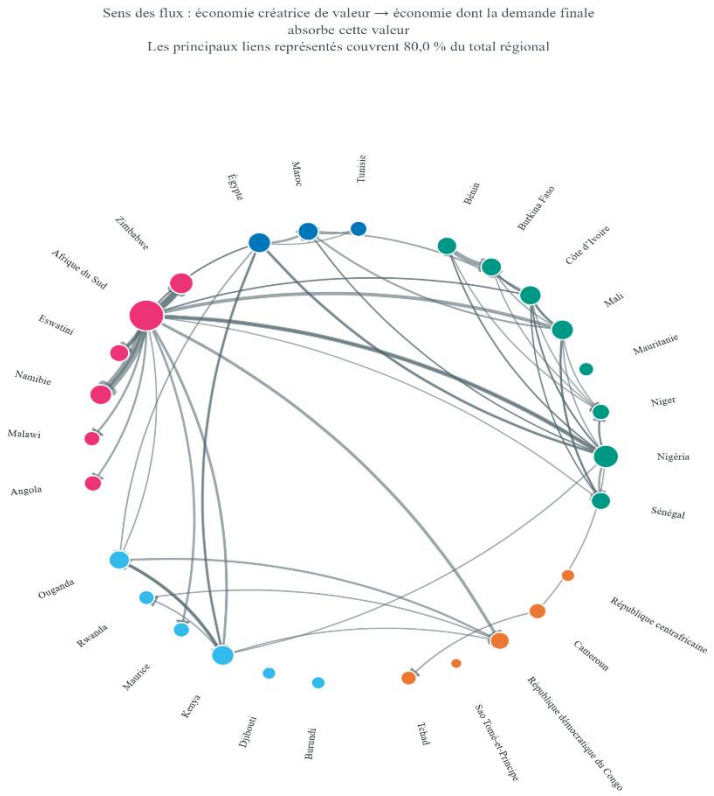
32. Les comparaisons régionales mettent en évidence l'ampleur globale de l'absorption au sein de chaque groupe, sans pour autant permettre de déterminer quels sont les économies qui créent et absorbent de la valeur en Afrique. La répartition des 23,1 milliards de dollars absorbés au sein du réseau des pays africains concernés est présentée dans la figure VI. Les cinq principaux flux unidirectionnels représentent 27,8 % de cette valeur : de l'Afrique du Sud vers la Namibie, de l'Afrique du Sud vers le Zimbabwe, du Zimbabwe vers l'Afrique du Sud, du Bénin vers le Burkina Faso et du Nigéria vers l'Afrique du Sud. Ce réseau relie les pôles régionaux aux principaux axes de transport voisins.

33. Le taux de réciprocité, pondéré en fonction de la valeur, s'élève à 48,3 %. Pour chaque couple de pays, le plus faible des deux flux directionnels est

compensé par un montant équivalent dans la direction opposée, et la valeur totale ainsi compensée est divisée par la valeur régionale totale. Le taux de réciprocité reflète l'ampleur des flux bilatéraux, et non l'équilibre des balances commerciales ou la composition des produits.

34. Si des corridors bidirectionnels solides peuvent contribuer à encourager la collaboration en matière de logistique, de normes et de fournisseurs, lorsque les flux sont principalement unidirectionnels, il peut s'avérer nécessaire de renforcer les capacités de production et l'accès au marché dans le sens le moins dominant. Étant donné que le réseau présenté ne concerne que 28 économies, il n'illustre pas l'ensemble des flux de valeur intra-africains.

Figure VI
Flux directionnels du réseau de demande finale intra-africaine, 2020



Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020.

Note : Les flèches vont de l'économie qui crée de la valeur à celle dont la demande finale l'absorbe. La figure présente le plus petit ensemble de liens couvrant 80 % de la valeur intra-africaine ; les statistiques mentionnées dans le texte portent sur l'ensemble du réseau. Chaque pastille porte le nom complet du pays correspondant ; les couleurs servent à distinguer les sous-régions ; la taille des pastilles indique la valeur totale des échanges, et l'épaisseur des lignes représente la part des échanges de valeur intra-africains des pays concernés.

F. Schémas sectoriels

35. Les grands groupes sectoriels affichent différentes combinaisons entre exportations, utilisation des intrants et orientation de marché. La colonne

consacrée aux exportations brutes du tableau 3 indique la part de ces exportations représentée par chaque groupe, tous secteurs confondus, dans les 28 économies. Le secteur des industries extractives et celui de l'industrie manufacturière représentent respectivement 35 % et 34,9 %, tandis que celui des services compte pour 17,5 %. Ces chiffres rendent compte de la composition des exportations brutes des économies concernées, et non de leur part dans la production continentale.

36. Dans la colonne consacrée aux importations intermédiaires, les importations brutes de chaque groupe sectoriel servent de dénominateur. Ainsi, le chiffre de 85,5 % du secteur des industries extractives signifie que 85,5 % des importations minières sont utilisées comme intrants intermédiaires dans la production, et non que les intrants importés représentent 85,5 % des exportations minières. Les pourcentages correspondants sont de 46,4 % pour le secteur des services et de 43,9 % pour l'industrie manufacturière.

37. Les colonnes relatives à la demande indiquent la valeur créée par chaque groupe sectoriel. La demande finale totale correspondant à cette valeur sert de dénominateur pour la part nationale, tandis que dans la quatrième colonne, seule la demande finale étrangère est utilisée comme dénominateur, afin de mettre en évidence la part absorbée par les autres économies africaines. L'agriculture détient la plus grande part de marché en Afrique, avec 16,3 %, suivie par l'industrie manufacturière, avec 13,5 %.

Tableau 3
Groupes sectoriels : mesures en pourcentage et leurs dénominateurs respectifs, 2020

Groupe sectoriel	*Part des exportations brutes*[a]	*Importations intermédiaires / importations brutes*[b]	*Demande finale intérieure / demande finale totale*[c]	*Autres marchés africains couverts / demande finale étrangère*[d]
Industries extractives	35,0	85,5	41,1	5,3
Industrie manufacturière	34,9	43,9	77,5	13,5
Services	17,5	46,4	91,7	5,9
Agriculture	7,4	38,8	90,5	16,3
Logistique	4,9	38,9	81,8	6,5
Activités liées au secteur de la construction	0,3	46,1	98,4	7,7

Source : Calculs de la CEA fondés sur le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020.

Note : Toutes les valeurs sont exprimées en pourcentage, mais chaque colonne utilise un dénominateur différent.

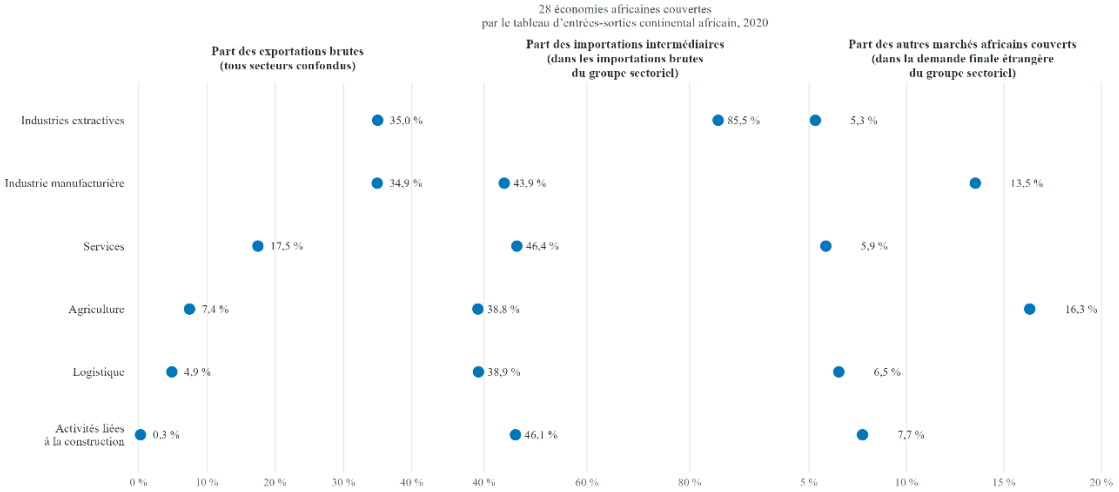
[a] Exportations brutes du groupe sectoriel divisées par les exportations brutes de l'ensemble des secteurs et de toutes les économies.

[b] Importations du groupe sectoriel utilisées comme intrants intermédiaires, divisées par les importations brutes provenant du même groupe sectoriel.

[c] Valeur nationale créée dans le groupe sectoriel et absorbée par la demande finale dans l'économie d'origine, divisée par l'ensemble de la demande finale, nationale et étrangère, qui absorbe la valeur nationale provenant de ce groupe sectoriel.

[d] Valeur nationale créée dans le groupe sectoriel et absorbée par une autre économie africaine, divisée par l'ensemble de la demande finale étrangère qui absorbe la valeur nationale provenant de ce groupe sectoriel.

Figure VII
Groupes sectoriels : part des exportations, utilisation des intrants importés et liens avec la demande finale régionale, 2020



Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain, 2020.

Note : Les différentes sections utilisent des dénominateurs distincts : exportations brutes de l'ensemble des secteurs ; importations brutes au sein de chaque secteur ; demande finale étrangère absorbant la valeur nationale de ce secteur. Les activités liées au secteur de la construction comprennent la construction ; les matériaux de construction relèvent quant à eux du secteur manufacturier.

G. Dépendances externes et exposition aux perturbations

38. Les interconnexions au sein des chaînes de valeur créent des opportunités et répercutent les chocs. Le degré d'exposition aux perturbations dépend du taux de dépendance vis-à-vis des intrants étrangers ou de la demande étrangère, du degré de concentration des fournisseurs, et de l'importance des intrants ou des extrants concernés destinés à des usages essentiels. Les intrants étrangers peuvent permettre d'accroître la productivité et de soutenir les exportations, mais la vulnérabilité s'accroît lorsque la dépendance est trop concentrée et que les fournisseurs ou les marchés sont difficiles à remplacer.

39. Dans les 28 économies considérées, les importations d'intrants intermédiaires se sont élevées à 176,1 milliards de dollars en 2020. Sur ce montant, quelque 43,3 milliards de dollars ont ensuite été intégrés dans des biens et services exportés, ce qui représente 24,6 % des produits intermédiaires importés et 13,6 % des exportations brutes. La part de valeur étrangère dans la demande finale intérieure s'élevait quant à elle à 341,3 milliards de dollars, contre 208,9 milliards de dollars d'importations de biens et services finaux. Ces éléments ne rendent compte que des flux bruts et des potentielles sources d'exposition ; ils ne permettent pas d'estimer les pertes de production ou l'inflation.

40. Le degré de concentration influe lui aussi sur la dépendance. Dans l'économie médiane, la catégorie des plus grands fournisseurs procure 21,1 % des produits intermédiaires importés, et les trois plus grands fournisseurs en procurent 46 %. Ces chiffres doivent être considérés comme des indicateurs préliminaires, car les perturbations dépendent aussi de la substituabilité des intrants, des niveaux de stocks et du caractère essentiel ou non de ces éléments.

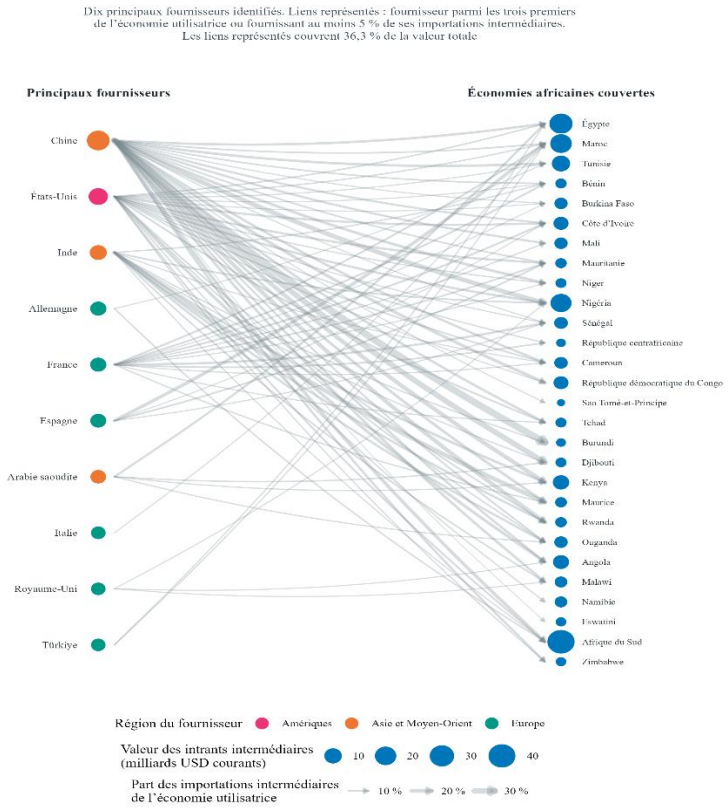
41. Les analystes devraient donc s'attacher à traiter les liens pour lesquels il existe une forte dépendance vis-à-vis d'un nombre restreint de fournisseurs, qui

pourraient entraîner des perturbations dans les secteurs de l'alimentation, de l'énergie, de la santé, des transports ou de la production destinée à l'exportation. Ils peuvent notamment promouvoir une diversification ciblée des fournisseurs, la facilitation des échanges, les investissements dans les corridors, les capacités de production régionales et les stocks stratégiques, lorsque cela se justifie. Les résultats de 2020 doivent être considérés comme un aperçu des expositions potentielles aux risques au cours de l'année 2020, qui a été marquée par la pandémie, et mis à jour à la lumière des informations actuelles sur le marché.

H. Dépendance vis-à-vis d'un fournisseur commun et résilience du réseau

42. L'étude de la concentration au niveau national ne permet pas de déterminer si les économies dépendent ou non des mêmes fournisseurs. Sur la figure VIII, les dix principaux fournisseurs cités sont représentés par des liens vers les économies africaines, l'épaisseur de chaque lien étant proportionnelle à la part du fournisseur dans les intrants intermédiaires importés utilisés par l'économie concernée. Les fournisseurs qui ont une part de marché globale importante et une présence dans de nombreuses économies constituent une source courante d'exposition au risque.

Figure VIII
Dépendance commune vis-à-vis des intrants étrangers dans les économies africaines étudiées, 2020



Source : Calculs de la CEA d'après le tableau d'entrées-sorties continental africain et le cadre mondial associé, 2020.

Note : Un lien est présent lorsque le fournisseur mentionné figure parmi les trois principaux fournisseurs d'une économie ou fournit au moins 5 % de ses intrants intermédiaires importés. La catégorie « reste du monde » a été exclue, étant donné qu'elle regroupe plusieurs économies. Les statistiques présentées dans le texte sont calculées à partir de la matrice complète.

43. La Chine est la principale source identifiée, fournissant 13,7 % des produits intermédiaires importés et au moins 5 % de ces produits dans 25 économies. Les États-Unis d'Amérique représentent 8 % du total et au moins 5 % dans 20 économies. L'Inde représente 5,2 % du total et au moins 5 % dans 11 économies. À elles trois, ces économies fournissent 26,9 % des produits intermédiaires importés. Cette exposition commune à plusieurs pays pourrait justifier la mise en place d'un suivi régional, parallèlement à des efforts de diversification des économies exposées.

44. La catégorie « reste du monde » représente 13,1 % des produits intermédiaires importés, mais elle n'est pas prise en compte car elle regroupe plusieurs économies. Le fait de les considérer comme une source unique conduirait à surestimer le taux de concentration par rapport aux données bilatérales entièrement ventilées ; le nombre effectif de fournisseurs qui en résulte doit donc être considéré comme une valeur minimale. Ce réseau constitue un outil d'examen préliminaire destiné à l'analyse des politiques, et non une estimation des pertes ; des données bilatérales de meilleure qualité permettraient d'affiner davantage les politiques de planification des corridors, de renforcement des fournisseurs et d'achats régionaux.

V. Incidences sur les politiques

45. Les volumes d'échanges commerciaux ne constituent pas à eux seuls une assise suffisante pour élaborer une politique de développement. Le tableau d'entrées-sorties continental africain permet de procéder à une analyse politique plus ciblée en faisant ressortir les lieux de création de la valeur commerciale, quelles industries nationales y contribuent, quels intrants étrangers sont utilisés dans la production, et les lieux où la valeur ainsi générée est utilisée. Les pouvoirs publics peuvent s'en servir pour adopter des mesures ciblées au niveau sectoriel, au niveau des corridors et en matière d'investissement, et pour assurer un suivi des liens que ces mesures visent à renforcer. L'institutionnalisation du tableau d'entrées-sorties continental africain permettrait d'intégrer cette analyse dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques.

46. L'intégration régionale devrait être recherchée dans le cadre d'un programme axé sur la production et l'investissement, parallèlement à la réduction des droits de douane. Seuls 8,4 % de la valeur nationale dans la demande finale étrangère des économies africaines étudiées sont absorbés au sein du réseau considéré. De plus, le taux de réciprocité, qui est de 48,3 %, indique que de nombreuses interconnections sont déséquilibrés. Ces données peuvent éclairer la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine en contribuant à l'adoption de mesures ciblées concernant les douanes, les normes, la logistique, l'investissement et le renforcement des fournisseurs sur les corridors où les liens bilatéraux pourraient être renforcés.

47. La promotion des exportations devrait contribuer à intensifier la création de valeur au niveau national. Les stratégies devraient être adaptées afin de tenir compte des particularités de chaque pays et de chaque secteur. Le tableau d'entrées-sorties continental africain permet de mettre en exergue les secteurs contribuant fortement aux exportations et dont les liens avec les fournisseurs nationaux sont peu nombreux, ainsi que les activités qui génèrent de la valeur dans un pays étranger tout en ne faisant l'objet que d'une faible transformation sur le territoire national. Les fournisseurs de matières premières et d'intrants intermédiaires pourraient vouloir accorder un plus grand rôle à la transformation, aux services techniques et aux relations avec les entreprises locales. Les exportateurs qui utilisent de grands volumes d'intrants importés peuvent conserver un accès efficace à ces intrants tout en mettant en place des filières d'approvisionnement nationales et régionales viables. En cas de faible

participation en amont et en aval des chaînes de valeur mondiales, il conviendrait de songer à apporter des améliorations plus globales au niveau des infrastructures, des compétences et du climat d'investissement.

48. Les politiques visant à renforcer la résilience devraient s'attacher à remédier à la dépendance excessive vis-à-vis de fournisseurs essentiels et difficiles à remplacer. Les intrants intermédiaires importés s'élèvent à 176,1 milliards de dollars, dont 24,6 % sont incorporés dans les exportations. La valeur ajoutée étrangère dans la demande finale intérieure, qui est de 341,3 milliards de dollars, dépasse les importations de biens et services finaux, qui s'élèvent quant à elles à 208,9 milliards de dollars. Les trois principaux pays fournisseurs cités fournissent 26,9 % des produits intermédiaires importés. Des mesures telles que la surveillance conjointe, la diversification, le recours accru au commerce et aux transports, ainsi que les marchés publics régionaux et stratégiques peuvent être envisagées dans les situations où des perturbations seraient susceptibles de se faire ressentir sur la consommation, la production ou les exportations essentielles.

VI. Conclusion

49. Le tableau d'entrées-sorties continental africain apporte un éclairage sur la création de valeur et la demande finale, qui vient compléter les statistiques commerciales traditionnelles. S'agissant des 28 économies africaines prises en compte en 2020, ce tableau montre non seulement la valeur des biens et services échangés au-delà des frontières, mais aussi les endroits où la valeur à l'exportation est créée, la contribution des intrants importés à la production, les endroits où la valeur créée dans les économies africaines est finalement absorbée, et la manière dont la valeur étrangère parvient aux utilisateurs nationaux.

50. Les résultats de 2020 font apparaître une situation contrastée. Alors que la valeur intérieure représente 86,4 % des exportations brutes, seuls 8,4 % de la valeur intérieure destinée à la demande finale étrangère sont absorbés au sein du réseau des pays africains concernés. Les profils varient d'un pays et d'un secteur à l'autre, les liens régionaux sont moins réciproques que dans les groupes de référence et le recours à des fournisseurs communs fait courir un risque de propagation des perturbations externes d'une économie à l'autre.

51. L'objectif n'est ni d'augmenter au maximum la part de la valeur ajoutée nationale, ni de réduire à un minimum le volume d'intrants étrangers, mais bien de consolider les liens qui favorisent le renforcement des capacités de production et de la demande régionale, tout en contribuant à la bonne gestion des dépendances concentrées et critiques. Ces résultats offrent un aperçu de 28 économies en 2020 ; ils ne constituent pas une vue d'ensemble exhaustive ni actuelle du commerce africain, et dépendent de l'harmonisation des données nationales. L'élargissement de la portée du tableau d'entrées-sorties continental africain et son actualisation permettront de déterminer si les politiques en faveur de l'intégration, de la modernisation et de la résilience parviennent effectivement à modifier les schémas actuels.